

Education (art.24), Travail- Emploi (art.27) et Niveau de vie & Protection sociale (art.28)

Les recommandations du Comité	Les actions des ministres
<ul style="list-style-type: none"> • <u>Recommandation 37</u> : <p>Le Comité prie l'État partie de mettre en place une stratégie cohérente en matière d'enseignement inclusif pour les enfants handicapés dans le système ordinaire, en prenant soin d'allouer des ressources financières, matérielles et humaines suffisantes. Il recommande de veiller à ce que ces enfants handicapés reçoivent, dans le cadre de l'éducation, l'appui dont ils ont besoin, entre autres la mise à disposition : de milieux scolaires accessibles, d'aménagements raisonnables, d'un plan d'apprentissage individuel, de technologies d'assistance et de soutien dans les classes, de matériel et de programmes éducatifs accessibles et adaptés, et d'une formation de qualité pour tous les enseignants, y compris les enseignants handicapés, dans l'utilisation du braille et de la langue des signes en vue d'améliorer l'éducation de toutes les catégories d'enfants handicapés, y compris les aveugles, sourds et aveugles, sourds et malentendants, filles et garçons. Il recommande également de veiller à ce que l'éducation inclusive soit partie intégrante de la formation de base des enseignants dans</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Vlaamse regering</u> : Hilde Crevits <ul style="list-style-type: none"> a. M-Decreet = premier pas vers un enseignement inclusif b. Moyens investis pour <ul style="list-style-type: none"> i. du matériel pédagogique et outils adaptés ii. mettre à disposition des interprètes en langue des signes et des transcripateurs iii. des solutions d'enseignement par Internet synchronisées • <u>Communauté germanophone</u> <ul style="list-style-type: none"> a. Pas d'orientation automatique des enfants handicapés vers l'enseignement spécialisé b. Si nécessaire, <ul style="list-style-type: none"> i. soit enseignement spécialisé <ul style="list-style-type: none"> • soit enseignement ordinaire dans un projet d'intégration. Moyens accordés en fonction des ressources disponibles. Aucun droit individuel et pas de quota déterminé de pédagogie intégrative. Les parents ont juste le droit d'être écoutés • procédure spécifique pour déterminer les besoins de l'enfant • plan individualisé de mesures adaptées établi en début d'année. Le diagnostic établi entre l'enfant, les parents et l'institution établit : les objectifs et les

<p>les universités ainsi qu'au cours de la formation régulière en cours d'emploi.</p>	<p>mesures de soutien + nom des personnes désignées pour leur mise en œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Evaluation, une fois par an minimum : des pédagogues, psychologues, parents et instituteurs. Si besoins didactiques spécifiques, ils seront mis à disposition avec l'aide de la Dienststelle • Soutien par du personnel spécialisé ¹ • 1/9/2017 : introduction du mécanisme de compensation du désavantage ² : compensation du déficit individuel de l'étudiant par des mesures d'ordre, matériel, immatériel, méthodologique, didactique ou organisationnel. Cette compensation est donc devenue un droit. Les mesures réclamées feront l'objet d'un dialogue entre tous les acteurs concernés et devront être évaluées annuellement. Les mesures choisies devront être équivalentes aux objectifs pédagogiques ordinaires à atteindre. Ils ne seront pas renseignés sur les bulletins ou diplômes • 1/9/2018 : introduction du processus de protection des cotes ³ : un élève ne sera pas évalué dans un ou plusieurs domaines particuliers du programme d'étude, dès lors que des mesures de compensation ont déjà été prises, mais 	
--	--	--

¹ <http://hildungsserver.be>

² Nachteilsausgleich

³ Notenschutz

	n'ont pas été suffisantes. Cette protection de la cotation peut être accordée pendant l'année en cours et pendant l'année suivante, pendant lesquelles l'élève devra toutefois continuer à être soutenu dans ces parties de programmes d'étude par des mesures (éventuellement adaptées et revues). Cette protection de la cotation ne sera pas renseignée sur les bulletins mais bien sur les diplômes	
		1.
	2.	
Les recommandations du Comité	Les actions des ministres	
Le Comité recommande à l'État partie d' allouer les ressources nécessaires pour appuyer les familles des enfants handicapés, prévenir leur abandon et leur placement en institution, et veiller à leur inclusion et leur participation dans la communauté sur un pied d'égalité avec les autres enfants. Le Comité recommande l'adoption de mesures pour protéger les droits des enfants handicapés à être consultés sur toutes les questions qui les concernent, en leur assurant une aide appropriée à leur handicap et à leur âge .	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Vlaamse regering</u> : Hilde Crevits <ul style="list-style-type: none"> a. Loi sur l'enseignement spécial a permis aux enfants handicapés de suivre un enseignement b. Seul un petit nombre d'enfants handicapés ont été libérés de l'obligation scolaire c. Depuis 2015, diminution de la participation d'enfants handicapés à l'enseignement spécialisé d. M-Decreet libère des moyens et des compétences du spécialisé pour le soutien dans le général • <u>Communauté flamande</u> - Enseignement : les enfants « libérés » de l'obligation scolaire, que font-ils ? Comment les parents s'en occupent-il ? Quel contrôle existe-t-il ? 	

Les recommandations du Comité	Les actions des ministres
<p>Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures nécessaires tant réglementaires qu'incitatives pour garantir le droit à l'emploi pour les personnes handicapées, dans le secteur privé et le secteur public, en garantissant une protection efficace contre la discrimination, en assurant une formation professionnelle et une accessibilité adéquate, et en assurant les aménagements raisonnables nécessaires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Région wallonne</u> : Eliane Tillieux <ul style="list-style-type: none"> ○ Plan Marshal : axe relatif à l'aide aux personnes dépendantes facilite l'accès au marché du travail par des mesures de résorption du chômage (APE et PTP) ○ Forem : accompagnement personnalisé coordonné par un « conseiller référent » (pour tout demandeur d'emploi) + plan d'action personnalisé avec service adapté pour les plus vulnérables : convention cadre FOREM-AVIQ : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Missions régionales (MIRE) : 15 job coaches ▪ Projet MODA : modalités de convocation revues, signalisation handicap pour les adaptations nécessaires, y compris langue des signes ▪ Présence de conseillers AVIQ dans le dispositif Carrefour Emploi Orientation du FOREM : information sur les formations et l'insertion professionnelle ○ DUOday : 55 entreprises ont accueilli 90 stagiaires handicapés en duo : un travailleur + un stagiaire ○ IFAPME (formation en alternance des PME) <ul style="list-style-type: none"> ▪ sensibilisation des formateurs en préparation ▪ formation « monte ta boîte » en préparation • <u>Communauté germanophone</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ Plan d'action « Inclusion dans la Région économique » <ul style="list-style-type: none"> ▪ But : éliminer la discrimination à l'emploi des PH ▪ Premier temps : état des lieux du niveau

	<p>d'occupation des PH dans les services publics (non compétente pour le secteur privé)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Deuxième temps : travail sur les mesures d'aide à l'emploi des publics-cibles (ACS) <ul style="list-style-type: none"> • <u>Fédéral (emploi)</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ Willy Borsus (Intégration sociale/Classes moyennes) : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réforme en cours des instruments d'activation socio-professionnelle. Les CPAS auront plus de facilité pour développer des programmes d'activation sociale pour des groupes cibles dont les PH ▪ Réintégration professionnelle des travailleurs indépendants en incapacité ou en invalidité. But : leur permettre de poursuivre leurs objectifs professionnels en tenant compte de leur situation
Les recommandations du Comité	Les actions des ministres
<p>Le Comité recommande à l'État partie de tenir compte du genre et du handicap dans sa législation et dans ses politiques, ses études, ses plans, ses activités d'évaluation et de suivi ou ses services. Il lui recommande aussi d'adopter des mesures effectives et spécifiques propres à prévenir les formes de discrimination croisée à l'égard des femmes et des filles handicapées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Bruxelles-COCOF</u> : Céline Fremault <ul style="list-style-type: none"> ○ Budget COCOF = « genré » ○ Cellule « égalité des chances » créée au sein de l'administration ○ Premier rapport d'analyse de genre vient de paraître ○ Service Phare : « il n'y a pas de discrimination à l'égard des femmes handicapées par rapport à d'autres catégories de personnes... » • <u>Fédéral (emploi)</u> : Steven Vandeput (Défense) <ul style="list-style-type: none"> ○ Recours aux aménagements raisonnables lors de l'engagement de personnel civil handicapé comme décrit dans la procédure spécifique SPS ○ La défense n'a pas de tâche de service au public. Les bâtiments ne sont rendus accessibles que pour les

	<p>membres du personnel handicapé</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ L'information est rendue accessible pour les personnes handicapées visuelles et auditives ○ Depuis 2015, le rapport annuel de la DG ressources humaines précise l'évolution du nombre d'hommes et de femmes sur base des statistiques du rapport d'évaluation CARPH
--	--